CONSEIL COMMUNAL

PROCÈS-VERBAL N° 2/2018
SÉANCE DU 22 JUIN 2018 A 20H.00 A L'HÔTEL DE VILLE D'OLLON

Mme la Présidente Eliane FAILLETAZ ouvre la séance et fait procéder à l'appel des Conseillères et Conseillers. Celui-ci dénombre 57 présents, 8 excusés, 4 personnes absentes sans excuse et 1 démission.

Mme la Présidente annonce plusieurs points qui doivent être ajoutés à l'ordre du jour. Tous sont acceptés par l'Assemblée. L'ordonnancement de la séance sera donc :

1. Communications du Bureau du Conseil
1.1 Adoption du Procès-Verbal de la séance du 23 mars 2018
1.2 Postulat de M. André BAUMANN intitulé « mise à disposition d'un véhicule Mobility sur la Commune d'Ollon »
1.3 Postulat de Neil KIRBY intitulé « Pour une Commune éclairée sans pollution lumineuse inutile »
1.4 Réponse de la Municipalité à l'interpellation de M. Stéphane Cosandey intitulée « Pour que la volonté des Boyardes et des Boyards soit entendue en matière de sortie du nucléaire »
2. Assermentation d'un Conseiller
3. Rapport de la Commission de gestion (CoGe) 2017
4. Adoption des réponses de la Municipalité aux vœux et souhaits de la CoGe
5. Etude des Comptes 2017
6. Rapport de la Commission des finances (CoFi) sur les comptes 2017
7. Adoption des Comptes 2017
8. **Préavis N° 2018 / 05 : VILLARS-ARVEYES, Avenue Centrale, remplacement de conduite d'eau potable et de défense incendie entre le Parking du Centenaire et le Chalet « Les Troubadours »**
   Rapports des Commissions

   Préavis N° 2018 / 06 : Station de turbinage du Bruet
   Rapports des Commissions

   Préavis N° 2018 / 07 : BÂTIMENTS SCOLAIRES – Modernisation du réseau Wi-Fi, adaptation des installations techniques et travaux divers
   Rapports des Commissions
9. Nomination de la CoGe 2018/2019
10. Renouvellement du Bureau du Conseil
11. Nomination d'un membre à l'Association intercommunale du Stand de tir des Grandes Iles d'Amont
12. Communications municipales
13. Propositions individuelles

1. Communications du Bureau du Conseil

1. Mme la Présidente donne lecture de la lettre de démission de Mme Emilie CROPT, datée du 17 avril 2018, pour cause de déménagement dans une Commune voisine.

2. L'Assemblée est informée du décès de M. Maurice GERTSCH membre du Bureau de vote permanent qui a œuvré plus d'une dizaine d'années. Le parti UDC qu'il représentait proposera un/e remplaçant/e lors du Conseil du 12 octobre.

3. Au chapitre de l'étude des Comptes, le Bureau du Conseil sollicite du Législatif qu'il autorise, exceptionnellement et au besoin, que M. le Boursier Pierre VIGOLO réponde aux questions si celles-ci s'avèrent très techniques du point de vue comptable. Cela permettrait d'obtenir des réponses précises et détaillées. La proposition est acceptée à l'unanimité

4. Mme la Présidente rappelle la teneur de l'art. 52 du Règlement du Conseil qui stipule que les rapports des commissions doivent être remis, signés, une semaine avant la séance. Si ce protocole n'est pas respecté, cela pose 2 problèmes majeurs, à savoir :

    1. La difficulté pour le Bureau du Conseil et la Municipalité d'avoir le temps de prendre connaissance des rapports et de vérifier que tout est en conformité. La séance de Municipalité se déroulant le lundi, tout comme celle de certains partis pour la préparation du Conseil, il est nécessaire que ce délai soit respecté.
    2. L'impossibilité de transmettre valablement les rapports à la Presse, s'ils ne sont pas signés par les rapporteurs.

5. Les Conseillères et Conseillers sont informés qu'une agape leur sera servie à la Grande Salle à l'issue de la séance.

6. Mme la Présidente indique également qu'il est encore possible de s'inscrire à la sortie du Législatif qui aura lieu le 30 juin. Les intéressés/es peuvent s'annoncer auprès du Bureau à la fin du Conseil.

1.1 Adoption du procès-verbal de la séance du Conseil communal du 23 mars 2018

Mme la Présidente Eliane FAILLETAZ demande si quelqu'un souhaite apporter une modification au procès-verbal de la séance du 23 mars 2018 qui a été envoyé par courriel.

M. Neil KIRBY a constaté une faute de frappe à la page 14, au point 5, indiquant le nom du lecteur de la communication municipale, en l'occurrence M. Alain DERIAZ.

Aucune autre modification n'étant souhaitée, ce compte-rendu est soumis au vote.

A main levée et à l'unanimité, celui-ci est approuvé.

1.2 Postulat de M. André BAUMANN intitulé « mise à disposition d'un véhicule Mobility sur la Commune d'Ollon ».

Mme la Présidente prie M. le Conseiller André BAUMANN de bien vouloir donner lecture du postulat qu'il a déposé pour étudier l'opportunité d'une mise à disposition d'un véhicule Mobility sur la Commune d'Ollon. Le texte intégral est reproduit ci-après :

« Le car-sharing est un modèle de location de voiture particulièrement adapté à des personnes souhaitant en faire usage pour une période limitée. La société Mobility, bien connue pour son réseau aux abords des gares, est le prestataire principal en Suisse de ce type de location et propose une solution particulièrement adaptée aux Communes. La Commune qui en fait la demande met à disposition une place de stationnement et paye un forfait annuel. Elle perçoit ensuite 75% des locations à des tiers, mais bénéficie de la gratuité pour ses employés.

Une estimation montre qu'un véhicule de car-sharing permet de remplacer dix véhicules appartenant à des particuliers. Cette solution semble particulièrement bien répondre aux spécificités du village d'Ollon. Elle pourrait ainsi soulager certains quartiers des problèmes récurrents de parcage, et être complémentaire à la solution du futur parking qui se dessine aux abords du kiosque. Il s'agit également d'une alternative pour les ménages sans voiture ou ne souhaitant pas investir dans un deuxième véhicule.

Les jeunes peuvent également bénéficier de ce système avantageux durant leur période d'apprentissage ou de leurs études où l'achat d'un véhicule paraît difficile. Lors du Forum jeunesse du mois de mai, ils avaient émis le souhait de pouvoir bénéficier de plus de mobilité au sein de leur Commune. Mettre ainsi à disposition un véhicule Mobility pourraient leur permettre de se déplacer à plusieurs et à moindre frais, par exemple, pour rejoindre une autre station du Magic pass.

La Commune serait également encouragée à utiliser ce service pour ses employés, limitant ainsi les remboursements de frais et libérant ses collaborateurs de la nécessité de disposer d'une voiture privée ou communale pour le travail.

Pour terminer, le véhicule est inscrit dans le réseau Mobiliy et serait à la disposition des personnes arrivant en transports publics à la gare d'Ollon ainsi que pour des hôtes résidant dans les différentes structures d'hébergements de la Commune.

Le forfait annuel qui s'élève pour un véhicule 5 places à 13'500.-, couvre notamment l'entretien et le nettoyage du véhicule, la gestion des services, l'assurance responsabilité civile, casco et occupants, une assistance 24 heures sur 24 en cas de panne ainsi que la facturation directe aux utilisateurs tiers. D'autres Communes ont mené une expérience similaire et après une période de mise en place et d'adaptation, on peut s'attendre à ce que les coûts soient couverts par les frais de location

Dès lors, je demande à la Municipalité d'étudier et de rapporter sur la pertinence de mettre à disposition un véhicule Mobility sur la Commune d'Ollon et d'intégrer cette aspect dans les futures réflexions en lien avec la mobilité.
Ollon, le 22 juin 2018. Signé André Baumann »

Mme la Présidente ouvre la discussion mais la parole n'est pas demandée.

Au vote à main levée, l'Assemblée accepte de transmettre ce postulat à la Municipalité.

1.3 Postulat de Neil KIRBY intitulé « Pour une Commune éclairée sans pollution lumineuse inutile ».

Mme la Présidente prie M. le Conseiller Neil KIRBY de bien vouloir donner lecture de son postulat intitulé « Pour une Commune éclairée sans pollution lumineuse inutile ».
Le texte intégral est reproduit ci-après :

« La pollution lumineuse désigne la présence nocturne anormale ou gênante de lumière et les conséquences de l'éclairage artificiel nocturne sur la faune, la flore, les écosystèmes ainsi que les effets suspectés ou avérés sur la santé humaine. Les êtres humains peuvent notamment être dérangés par le rayonnement de l'éclairage public et privé dans leurs intérieurs.

De manière générale, la lumière artificielle est nocive pour de nombreuses espèces d'animaux, en particulier celles qui sont actives pendant la nuit :

- *Les insectes sont attirés par la lumière et perdent leur sens de l'orientation. Les lucioles, par exemple, ont du mal à trouver leurs partenaires car la pollution lumineuse rend leur propre lumière difficilement visible.*
- *A noter également qu'un halo lumineux se forme dans le ciel, notamment par temps de brouillard, et perturbe les oiseaux migrateurs qui dévient leurs trajectoires.*

Les sources de lumière artificielle dans l'environnement sont, en particulier, l'éclairage :

- *public (p. ex. des rues, chemins, places, arrêts de transports publics),*
- *des installations de sport et de loisirs,*
- *des bâtiments (p. ex. magasins, écoles, bâtiments administratifs, monuments),*
- *publicitaire (p. ex. publicités lumineuses, vitrines d'avis officiels, enseignes),*
- *des sites naturels (p. ex. parcs, arbres).*

Des luminaires inefficaces, mal conçus ou archaïques engendrent une consommation inutile et du gaspillage d'énergie tandis qu'un éclairage bien conçu, approprié et efficace permet d'éviter les émissions lumineuses superflues, d'économiser de l'énergie et de réduire les coûts.

Les possibilités d'optimisation suivantes sont recommandées, notamment par l'Office fédéral de l'environnement :

- *Nécessité : il n'est pas nécessaire d'éclairer tout le territoire, les routes en dehors des localités, par exemple, ne nécessitent souvent pas d'éclairage.*
- *Gestion dans le temps : l'éclairage public peut être réduit ou totalement éteint aux heures de faible utilisation (par ex. entre minuit et 06h00). Des systèmes dotés de détecteurs de mouvements allument la lumière uniquement en cas de besoin.*
- *Intensité et clarté : les normes en vigueur aident à concevoir l'éclairage de manière appropriée. Il convient d'éviter les surdimensionnements.*

- *Spectre lumineux et couleur de la lumière : le concept d'éclairage de la Commune doit également déterminer la température de couleur à utiliser.*
- *Choix et positionnement des luminaires : les luminaires doivent respecter les critères techniques (efficacité lumineuse, couleur de la lumière, diffusion de la lumière, pas de diffusion au-dessus de l'horizon, consommation énergétique).*
- *Orientation de l'éclairage : les luminaires doivent être orientés de manière à éclairer uniquement les surfaces souhaitées. Il convient d'éviter les luminaires à émission vers le haut (p. ex. les spots au sol) et ils doivent être positionnés de sorte que la lumière tombe uniformément sur la rue, sans éclairer les jardins privés et les façades.*

www.bafu.admin.ch/bafu/fr/home/themes/paysage/publications-etudes/publications/recommandations-pour-la-prevention-desemissions-lumineuses.html.

Au vu de ce qui précède, je demande donc à la Municipalité d'étudier et de rapporter sur l'opportunité de faire un état des lieux de toutes mesures utiles qui permettraient de limiter la pollution lumineuse dans la Commune et de présenter au Conseil un rapport sur ses réflexions et actions envisagées à court et moyen terme sous forme d'un "plan lumières".
Ces réflexions et actions devront veiller à:

- *assurer la sécurité publique et de la mobilité communale,*
- *valoriser le cadre et l'image de la Commune,*
- *minimiser la pollution lumineuse et favoriser l'efficacité énergétique,*
- *assurer la coordination avec l'éclairage privé et favoriser l'information de la population. Signé Neil Kirby »*

Mme la Présidente ouvre la discussion :

M. Roberto VALTERIO demande à la Municipalité si ce n'est pas déjà cette démarche qui est appliquée lors de travaux impliquant l'éclairage public sur le territoire communal ?

M. le Municipal Philippe PASTOR répond qu'effectivement l'éclairage public est progressivement remplacé par du LED dont l'intensité diminue entre 23h.00 et 5h.00 du matin. Il souligne que ce changement est onéreux mais qu'il sera poursuivi.

M. Neil KIRBY explique que sa démarche ne vise pas du tout à remettre en question ce qui est déjà entrepris par la Municipalité dans le domaine de l'éclairage public et des installations dans les bâtiments communaux, mais plutôt d'établir un plan « lumières » qui soit un outil qui permette de planifier de manière ciblée et de définir les priorités.

Au vote, à main levée et à la majorité évidente, l'Assemblée accepte de transmettre ce postulat à la Municipalité pour analyse et rapport.

1.4 Réponse de la Municipalité à l'interpellation de M. Stéphane COSANDEY intitulée « Pour que la volonté des Boyardes et des Boyards soit entendue en matière de sortie du nucléaire ».

M. le Syndic Patrick TURRIAN indique que suite à l'interpellation de M. COSANDEY, déposée lors du Conseil du 23.03.2018, la Municipalité a repris ce dossier en séance

et qu'un courrier a été adressé à l'Office fédéral de l'énergie, en date du 22 avril dernier, avec la teneur suivante :

« Eu égard à l'objet cité en titre, la Municipalité d'Ollon a été saisie le 23 mars dernier par le Conseil communal d'une interpellation intitulée « Pour que la volonté des Boyard({e)s soit entendue en matière de sortie du nucléaire ».

En effet, le peuple suisse s'est exprimé très clairement, le 21 mai 2017, en faveur d'une sortie progressive du nucléaire en approuvant à plus de 58 % des voix la stratégie énergétique 2050. Dans notre Commune, les avis favorables se sont élevés à 73,56 %.

Or, à la lecture des révisions citées en titre, celles-ci prévoient, entre autres, une baisse des exigences sécuritaires pour les centrales, entraînant de ce fait Une prolongation de leur durée d'exploitation ainsi qu'une augmentation de la dose de radiations admissible pour les accidents fréquents et rares, exposant ainsi la population à des risques radiologiques insensés.

Ce qui interpelle le pouvoir législatif est le fait que ces réformes interviennent par ailleurs au moment où le réacteur 1 de la centrale de Beznau vient d'être remis en activité après trois années d'arrêt. Il estime que cette décision est irresponsable tout en faisant courir un danger inutile à l'environnement et à la population de notre pays, ce d'autant plus que les infrastructures précitées font partie des plus vieilles au monde.

Compte tenu de ce qui précède et vu la complexité du sujet, la Municipalité ne peut prendre position quant aux consultations lancées qu'en émettant des doutes que cette action corresponde à la votation relative à la stratégie énergétique 2050. Il est dès lors expressément sollicité que la vox populi sortie des urnes le 21 mai 2017 soit strictement respectée ».

Une copie du courrier original de la Municipalité, daté du 22 avril 2018, est annexée au présent procès-verbal et en fait partie intégrante.

En l'absence de M. COSANDEY, auteur du postulat, Mme la Présidente Eliane FAILLETAZ demande si le parti des Verts accepte la réponse de la Municipalité ou désire prendre la parole.

M. Neil KIRBY, au nom des Verts, félicite et remercie la Municipalité pour sa réponse qui, selon ses dires, convient parfaitement.

2. Assermentation d'un Conseiller

Afin de pallier à la démission de Mme Emilie CROPT, il advient d'assermenter son remplaçant, issu de la liste des viennent-ensuite relevant des résultats des élections communales de 2016. Par conséquent, selon le cérémonial d'usage, M. Jean-Luc CHRISTINAT de Huémoz est invité à prêter serment pour compléter ainsi les rangs du parti Socialiste.

3. Rapport de la Commission de gestion (CoGe) 2017

La lecture du rapport de la Commission de Gestion est donnée par sa Présidente Mme Caroline GANZ DE MEYER. Chaque Conseiller ayant reçu ce document avec les comptes communaux, il est considéré que chacun a pu en prendre connaissance avant la séance et, partant de ce principe, seules l'introduction et les conclusions sont lues.

Ce rapport est mis en discussion. La parole n'est pas demandée.

4. Adoption des réponses de la Municipalité aux vœux et souhaits de la CoGe

Mme la Présidente demande à Mme Caroline GANZ de donner lecture des vœux et souhaits de la CoGe et à M. le Syndic Patrick TURRIAN de donner les réponses de la Municipalité.

Mme la Présidente soumet au vote les réponses aux vœux et souhaits de la CoGe. Celles-ci sont acceptées à la majorité évidente (7 abstentions).

5. Etude des Comptes 2017

Mme la Présidente Eliane FAILLETAZ passe en revue les comptes, en citant les têtes de chapitres qui s'y rapportent. Les Conseillers sont invités à intervenir au fur et à mesure de l'énumération pour poser leurs questions.

Compte 170 – Sports
170.3650 – Dons et Subventions

Au sujet de la subvention à la Colonne de secours du Club Alpin section Argentine, M. André BAUMANN demande quelle est la clé de répartition entre les Communes de Bex, Lavey et Gryon qui font partie de son secteur d'intervention.

M. le Municipal Nicolas CROCI TORTI n'a pas le détail de la part que chaque Commune assume mais va se renseigner et répondra ultérieurement (voir page 8).

Il n'y a pas d'autre question sur les comptes 2017

6. Rapport de la Commission des finances (CoFi) sur les comptes 2017

M. Gilbert FREYMOND, Président de la Commission des Finances donne lecture de son rapport qui, à l'unanimité de ses membres présents, recommande au Législatif d'adopter les comptes communaux de l'année 2017 établis par le Service des finances et d'en donner décharge aux Organes responsables.

Mme la Présidente ouvre la discussion. La parole n'étant pas demandée, elle passe au traitement du point suivant.

7. Adoption des Comptes 2017

Au vu des rapports favorables des Commissions de gestion et des finances, Mme la Présidente relit les conclusions du préavis municipal et soumet les Comptes 2017 à l'approbation de l'Assemblée.

Au vote, à main levée et à l'unanimité,

Le Conseil Communal d'Ollon

- Ayant pris connaissance des Comptes 2017 présentés par la Municipalité
- Ayant entendu le rapport de la Commission de Gestion
- Ayant entendu le rapport de la Commission des Finances
- Considérant que cet objet a été porté régulièrement à l'ordre du jour

décide

D'ADOPTER les comptes 2017 établis par le Service des finances communales et de donner décharge aux Organes responsables de leur établissement.

M. le Municipal Nicolas CROCI TORTI annonce qu'il est en mesure de répondre à la question du Conseiller André BAUMANN à propos de la clé de répartition relative à la Colonne de secours section Argentine. Celle-ci est financée, proportionnellement au nombre de leurs habitants, par les 4 Communes de Bex, Gryon, Lavey et Ollon à hauteur, respectivement, de Fr. 7'000.--, Fr. 2'050.-, Fr. 1'743.-- et Fr. 7'183.--. Le Club alpin suisse de Bex verse également un montant de Fr. 800.--, ce qui représente un montant global de Fr. 18'776.--.

8. Préavis n° 2018/05 - VILLARS-ARVEYES, Avenue Centrale, remplacement de conduite d'eau potable et de défense incendie entre le Parking du Centenaire et le chalet « Les Troubadours »

M. Robin PERRIN donne lecture du rapport de la Commission chargée de l'étude de ce préavis dont les conclusions corroborent celles de la Municipalité.

Mme Josiane PANCHAUD donne lecture du rapport de la Commission des finances qui valide également les conclusions du préavis municipal.

La discussion est ouverte. La parole n'étant pas demandée, Mme la Présidente relit les conclusions du préavis avant de les soumettre au vote.

A main levée et à l'unanimité

Le Conseil Communal d'Ollon

- ayant pris connaissance du préavis de la Municipalité n° 2018/05
- ayant entendu le rapport de la Commission des finances
- ayant entendu le rapport de la Commission technique
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour

décide

1. d'**AUTORISER** la Municipalité à entreprendre les travaux proposés pour un montant total de **Fr. 1'547'700.--,**

2. de lui **ACCORDER** à cet effet, à hauteur des travaux nets (subventions et participations de tiers déduites), le crédit nécessaire par le recours à l'emprunt bancaire dans le cadre du dernier plafond d'endettement voté (sous déduction de la TVA récupérée),

3. d'**AMORTIR** l'investissement au cours de son exécution, par la réserve du Service des eaux, par un prélèvement total de **Fr. 400'000.--** via le compte 810.3320,

4. d'**AMORTIR** l'investissement net, après déduction du prélèvement à la réserve, la première année qui suit la fin des travaux et cela durant une période de 30 ans, par le compte 810.3310.

8. Préavis n° 2018/06 - Station de turbinage du Bruet

M. Neil KIRBY donne lecture du rapport de la Commission chargée de l'étude de ce préavis dont les conclusions corroborent celles de la Municipalité.

M. Mathieu JOURDAIN donne lecture du rapport de la Commission des finances qui valide également les conclusions du préavis municipal.

La discussion est ouverte.

M. le Municipal Alain DERIAZ souhaite faire un point de situation en rapport avec l'avancement des travaux. En voici la liste établie par ses soins :

Etat des travaux source de la Rippaz au 22 juin 2018

Captages aux plans sur Bex

- Arrêt des travaux durant 4 mois à cause des trop grandes quantités d'eau arrivant dans le puits.
- Reprise des travaux de forage de captage le 25 juin.
- Poursuite du forage d'exhaure sur les 100 mètres restant durant le mois de juillet.
- Dès la mi-août exécution de la tranchée drainante en remplacement du deuxième puits.
- Exécution de la chambre de mise en charge dès septembre 2018.
- Et enfin finalisation du puits et des travaux de remblayage.

Conduite Rippaz – Bruet

- 7,5 km de conduite sur les 12 km sont terminés.
- Deux essais de pression à 85 bars ont été effectués sur le tronçon de plaine donnant satisfaction.
- Travaux en cours entre les Plans et Frenières, ce tronçon devrait être terminé mi-juillet 2018.
- Travaux en cours à Frenières en descendant.

- Une fois le tronçon les Plans – Frenières terminé, nouveau front en dessous de Frenières.
- Dès la mi-août passage de la Gryonne, stoppé en attendant la fin de la fonte des neiges.
- En septembre, traversée de l'Avançon, stoppé en attendant l'accord formel du Service des lacs et cours d'eau (changement de chef de Service).
- Raccordement à la turbine prévu en novembre-décembre 2018.
- Raccordement sur le réservoir de Chenalettaz début des travaux cet automne, ce tronçon n'est pas sur le chemin critique.

Turbine au Bruet

- Si le préavis de ce soir est accepté : signature du contrat avec Telsa pour la turbine et l'alternateur lundi 25 juin 2018.
- Travaux de GC du bâtiment dès le mois d'août 2018.
- Installations de la turbine et électromécanique entre octobre 2018 et janvier 2019.
- Essais et mise en service mars 2019.
- Délai impératif pour la mise en fonction du turbinage 30 juin 2019.

Par ailleurs, contrairement à ce qui est paru dans le journal 24Heures du 11 mai 2018, M. le Municipal DERIAZ précise que l'eau des sources de la Rippaz n'approvisionnera pas les bains « Riversong » aux Plans-sur-Bex. Il s'agit en l'occurrence d'autres sources, situées également dans la zone de la Rippaz, qui devraient alimenter ce projet d'établissement de bien-être privé, en attente des autorisations étatiques.

M. Roberto VALTERIO ne peut pas entendre dire que le surcoût provient de l'augmentation du diamètre à 400 mm de la conduite puisqu'il en était déjà question au moment où le Conseil a accepté le préavis y relatif. Il y a sans doute d'autres raisons mais celle-ci n'en est pas une.

M. le Municipal Alain DERIAZ convient que ce n'est pas l'augmentation du diamètre de la conduite qui est la cause du surcoût de deux millions mais il explique que lorsque les estimations ont été faites pour le préavis, les offres n'étaient pas rentrées et que, malheureusement, celles-ci se sont avérées bien plus onéreuses que prévu. La raison provient du fait que le choix s'est porté sur des tuyaux en fonte plutôt qu'en acier qui présentaient l'inconvénient majeur de devoir être soudés. Sur un tronçon de 12 km, c'est un travail considérable doublé d'un contrôle minutieux des soudures et raccords et ce sont ces raisons qui ont mené au choix de tuyaux en fonte. M. le Municipal montre un spécimen de la conduite choisie qui assure une résistance à 100 bars et qui est munie d'une protection renforcée intérieure et extérieure garantie 40 ans, au minimum.

M. Robert UNDERWOOD relève que le préavis traité ce soir est intitulé « Station de turbinage du Bruet » alors qu'il est question, en majeure partie, d'un complément de deux millions pour les conduites. Il trouve cela dérangeant ! Par ailleurs, il dit ne pas être opposé au projet mais constate qu'il y a eu beaucoup de changements depuis le début des travaux et redoute de mauvaises surprises financières. Il se demande si les coûts sont maîtrisés

M. le Municipal Alain DERIAZ répond comme suit : le premier préavis (2014/08) portait sur l'achat de la source. Pour les travaux de captage (2015/09) dont la moitié est réalisée à ce jour, s'il y a effectivement eu des modifications en cours de chantier, notamment la suppression d'un puits, les dépenses sont maîtrisées à ce stade. Au niveau des tuyaux, la rallonge est demandée ce soir a été expliquée. Il reste encore

à effectuer les travaux pour le tronçon qui permettra le raccordement sur le réservoir de Chenalettaz qui se réaliseront entre l'automne 2018, après les vendanges, et le printemps 2019. Actuellement il n'y a aucun indice qui laisse prévoir un dépassement sur les 3 préavis confondus.

M. Olivier Dubi demande si le village d'Ollon sera alimenté par l'eau de la Rippaz qui, selon les dires, serait encore de meilleure qualité que celle du Poutet ?

M. le Municipal Alain DERIAZ répond par l'affirmative que les habitants d'Ollon bénéficieront de l'eau de la Rippaz. Il précise que ces sources sont destinées avant tout à assurer l'alimentation de la Commune pendant la période d'étiage entre décembre et février. L'eau du Poutet alimentera alors prioritairement Villars par gravité. Ollon et Panex seront alimentés par les sources de la Rippaz. Le reste du temps l'eau sera turbinée au Bruet. En cas de problème aux sources du Poutet, celles de la Rippaz assureront l'alimentation de la Commune.

M. Olivier DUBI demande si le turbinage de l'eau de la Rippaz sera favorisé par rapport à l'alimentation provenant du Poutet

M. le Municipal DERIAZ répond que de toute façon l'eau de la Rippaz sera turbinée. Elle le sera au Bruet mais la priorité reste l'alimentation du village d'Ollon par l'eau du Poutet

La parole n'étant plus demandée et les conclusions des rapports des commissions étant favorables, Mme la Président relit les conclusions du préavis avant de les soumettre au vote.

A main levée et à la majorité évidente (1 abstention)

Le Conseil Communal d'Ollon

- ayant pris connaissance du préavis de la Municipalité n° 2018/06
- ayant entendu le rapport de la Commission chargée de son étude
- ayant entendu le rapport de la Commission des finances
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour

décide

1. d'**AUTORISER** la Municipalité à entreprendre les travaux de construction de la station de turbinage du Bruet proposés pour un montant total de **Fr. 4'649'950.--,**

2. de lui **ACCORDER** à cet effet, à hauteur des travaux nets, le crédit nécessaire par le recours à l'emprunt bancaire dans le cadre du dernier plafond d'endettement voté (sous déduction de l'impôt préalable),

3. d'**AMORTIR** l'investissement au cours de son exécution, par la réserve du Service des eaux, par un prélèvement total de Fr. 1'500'000.-- via le compte 810.3320,

4. d'**AMORTIR** l'investissement net, après déduction du prélèvement à la réserve, la première année qui suit la fin des travaux et cela durant une période de 30 ans, par le compte 810.3310.

8. Préavis N° 2018/07 - BÂTIMENTS SCOLAIRES – Modernisation du réseau Wi-Fi, adaptation des installations techniques et travaux divers

M. Vivian MERINAT, en préambule à la lecture de son rapport, indique que la Commission des finances dépose un amendement sur le point 3 des conclusions du préavis 2018/07 dont la teneur est appelée à être modifiée comme suit : « 3. d'**AMORTIR** cet investissement la première année qui suit la fin des travaux, et cela durant une période de **10 ans**, par le compte 502.3310 ».

En effet, il apparaît, au vu de sa nature, que la dépense prévue doit être amortie sur 10 ans et non pas sur une période de 30 ans.

Cet amendement est signé par cinq membres de la Commission des Finances.

La discussion est ouverte :

Mme la Municipale Sally-Ann JUFER précise que les membres de l'Exécutif sont favorables à cette modification.

Aucune autre intervention n'est demandée quant à cette proposition qui est relue par Mme la Présidente, avant d'être soumise au vote.

A main levée, l'amendement de la Commission des finances est accepté par l'Assemblée.

M. Vivian MERINAT est maintenant invité à la lecture du rapport de la Commission des Finances dont les conclusions, tenant compte de l'amendement précédemment accepté, corroborent celles du préavis municipal.

Mme Diane MORATTEL donne lecture du rapport de la Commission technique qui valide également les conclusions du préavis municipal en considérant la modification acceptée quant à un amortissement sur 10 ans.

La discussion est ouverte. La parole n'étant pas demandée, Mme la Présidente, avant de passer au vote, relit les conclusions du préavis en prenant en considération l'amendement accepté.

A main levée et à l'unanimité,

Le Conseil Communal d'Ollon

- ayant pris connaissance du préavis de la Municipalité n° 2018/07,
- ayant entendu le rapport de la Commission technique,
- ayant entendu le rapport de la Commission des finances,
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

décide

en tenant compte de l'amendement accepté quant à la durée de l'amortissement,

1. d'**AUTORISER** la Municipalité à entreprendre divers travaux d'entretien sur les bâtiments scolaires pour un montant total de **Fr. 332'000.--,**

2. de lui **ACCORDER** à cet effet, à hauteur des travaux, le crédit nécessaire par le recours à l'emprunt bancaire dans le cadre du dernier plafond d'endettement voté,

3. d'**AMORTIR** cet investissement la première année qui suit la fin des travaux, et cela durant une période de **10 ans**, par le compte 502.3310.

9. Nomination de la Commission de gestion 2018/2019

Mme la Présidente Eliane FAILLETAZ invite les Présidents des partis à proposer leurs candidats pour la nomination de la Commission de gestion.

L'élection s'effectuant à bulletin secret, l'Huissier est prié de distribuer les bulletins de vote.

Afin de laisser le temps aux scrutateurs de procéder au décompte des 58 bulletins distribués et rentrés, Mme la Présidente, passe au renouvellement du Bureau du Conseil.

Au terme du dépouillement, le résultat de l'élection des membres de la Commission de Gestion 2018/19 se présente comme suit :

1.	34 voix – Mme Caroline GANZ DE MEYER	Parti Libéral-Radical
2.	33 voix – M. Romain BALMER	Parti Libéral-Radical
3.	32 voix – M. Raphael COSSETTO	Parti Libéral-Radical
4.	30 voix – Mme Laetitia ACCIARDO	Parti Libéral-Radical
5.	18 voix – Mme Cécile AMATEIS	Parti Socialiste
6.	18 voix – Mme Mélodie MORET	Parti Socialiste
7.	17 voix – M. Timothée VODOZ	Parti UDC
8.	16 voix – M. Manuel DULEX	Parti Les Verts (suppléant)
9.	13 voix – M. Philippe RUCHET	Parti UDC (suppléant)

10. Renouvellement du Bureau du Conseil

Mme la Présidente propose que l'élection des membres du Bureau se fasse par acclamation, ce que l'Assemblée accepte. Sont ainsi nommés :

Président:	M. Roberto VALTERIO	Parti Libéral-Radical
1ère Vice-présidente :	Mme Janique BONZON	Parti UDC
2ème Vice-président :	M. Manuel DULEX	Parti Les Verts
Scrutateur :	M. Robert SCULATI	Parti Socialiste
Scrutateur :	M. Quentin RACINE	Parti PLR
Scrutatrice-suppléante :	Mme Céline PINI	Parti Socialiste
Scrutateur-suppléant :	M. Sylvain GENOUD	Parti PLR

Les applaudissements du Législatif valident l'élection des membres du Bureau du Conseil pour la période allant du 1er juillet 2018 au 30 juin 2019.

11. Nomination d'un membre à l'Association intercommunale du Stand de tir des Grandes Iles d'Amont

En remplacement de Mme Emilie CROPT, démissionnaire, le parti socialiste propose M. Florian DAVEN en tant que délégué à l'Association citée en titre.

L'Assemblée accepte cette nomination par applaudissements.

12. Communications municipales

1. M. le Municipal Nicolas CROCI TORTI donne lecture de la communication municipale intitulée « Chantier des Bains de Villars, ... suite et fin ! »

2. M. le Municipal Alain DERIAZ donne lecture de la communication municipale intitulée « Travaux 2018 – Etat d'avancement »

3. M. le Syndic Patrick TURRIAN donne lecture de la communication municipale intitulée « Fermeture de l'Office Postal d'Ollon - épilogue »

Ces communications sont annexées au présent procès-verbal et en font partie intégrante.

13. Propositions individuelles

Mme la Présidente annonce que Mme Diane MORATTEL et M. Pierre MEYLAN ont chacun déposé un vœu. Ils sont invités à en faire part :

Avant de présenter son vœu, Mme MORATTEL revient sur la nomination de la Commission de gestion pour 2018/2019 où 2 Conseillères communales ont été présentées sous le titre de « Mademoiselle ». Cela amène Mme MORATTEL à demander à ce que l'appellation « Madame » soit utilisée de préférence à celle de « Mademoiselle », sauf si l'intéressée le demande expressément. En effet, ce terme ne doit plus être usité car il représente une iniquité de traitement entre homme et femme car il désigne l'état civil d'une femme alors qu'aucune distinction n'est faite pour les hommes, qu'ils soient mariés ou non. Dès lors, selon les dires de Mme MORATTEL : « le Conseil communal n'étant pas une agence matrimoniale, il n'y a pas lieu de faire de distinction en fonction de l'état civil d'une Conseillère et ce titre ne doit plus être utilisé ou réservé uniquement aux jeunes filles jusqu'à leur majorité ».

1. Vœu de Mme Diane MORATTEL intitulé : « STOP à la pollution plastique insidieuse ». Le texte intégral est reproduit ci-après :

   « Madame la Présidente du Conseil communal,
   Madame la Conseillère municipale, Messieurs les Conseillers municipaux,
   Mesdames les Conseillères communales, Messieurs les Conseillers communaux,

   Merci de me laisser la parole que je prends dans le but d'informer notre Municipalité, ainsi que les Conseillères communales et Conseillers communaux ici présents, d'une découverte que j'ai faite ce printemps sur la véritable nature de

ce que l'on a communément appelé -ou pudiquement pour les initiés- « le sable du Jumping ».

Je dois vous dire et préciser que j'ai fait cette découverte dans le cadre de mon activité professionnelle et qu'à ce titre, le cas est réglé.

Le cas étant clos, je le répète, du point de vue professionnel, c'est bien en tant que Citoyenne boyarde et Conseillère communale que j'adresse ce vœu de vigilance absolue à la Municipalité envers tout ce qui peut contribuer à la pollution de notre environnement par des plastiques en tout genre.

Pour vous expliquer les tenants et aboutissants de ce vœu, je dois vous dire que, ayant pris une poignée de ce sable en mains fin avril de cette année, qu'elle ne fut pas ma surprise et mon émotion de constater qu'il ne s'agissait pas que de sable mais que nombres de filaments de plastiques y étaient mêlés (pour ceux que ça intéresse d'en faire l'expérience, vous en trouvez des échantillons sur les chaises dédiées au public au fond de cette salle).

Ce sable est donc un sable fibré de fibres en polypropylène, soit une sorte de plastique. Il est couramment utilisé dans le monde équestre pour le confort des chevaux. Il s'apparente à un matériau de construction qui doit rester confiné en intérieur et n'être utilisé et stocké que dans des halles à moins que, pour l'extérieur, ce sable soit déposé sur une surface imperméable ne lui permettant pas de s'infiltrer dans le sol, que ses particules plastiques ne puissent pas s'envoler et contaminer sol, air et eau et que les canalisations d'eaux claires comprennent un dispositif retenant les fibres plastiques.

Pour celles et ceux qui n'en seraient pas encore conscients, je rappelle que sous chaque grille de trottoir, de bord de route, de place goudronnée, etc. se cache une rivière puisque les eaux claires y sont à juste titre déversées, étant fort heureusement séparées des eaux usées. Donc tout ce qui arrive sous ces grilles part au ruisseau, à la rivière, au lac, au fleuve et in fine, à la mer.

Pour que nous ayons tous le même niveau de sensibilisation et pour celles et ceux qui ne liraient pas ce genre d'article, je me permets de vous lire un extrait de la Une du Matin Dimanche du 29 avril 2018 :

...il y aurait 53 tonnes de déchets synthétiques dans les sols alluviaux des réserves naturelles de Suisse ....le lac Léman est lui aussi touché par cette vague de pollution plastique. ... Les études qui s'accumulent nous apprennent que la pollution synthétique, que l'on croyait confinée dans ces lointains « continents de plastique » apparus dans les océans, au large, s'insinue également dans notre proximité immédiate. Jusque dans nos cuisines où l'on trouve désormais de microtraces de plastique dans les poissons pêchés, mais encore dans la bière, le miel, le sel de mer et surtout dans l'eau douce.

Au vu de ce qui précède, je demande instamment à la Municipalité de :

1. *Contacter les personnes à qui ce sable a été vendu pour les informer de sa nature et de la façon dont il doit être utilisé et éliminé, cas échéant, les soutenir dans les démarches à entreprendre.*

2. *Faire preuve à l'avenir de toute la vigilance requise et prendre toutes les mesures nécessaires pour ne plus jamais contribuer à la pollution insidieuse de notre environnement par des plastiques en tout genre*

Merci de votre attention et de l'attention future que notre Municipalité portera à cette thématique.

Dans l'attente d'un retour de la Municipalité de ce qui a pu être entrepris auprès des acheteurs et à l'interne pour maîtriser ce fléau, je vous souhaite une bonne suite de soirée. Signé Diane MORATTEL ».

Au nom de l'Exécutif, M. le Municipal Jean-Christophe LACK regrette ce manque de vigilance et assure que la place a été nettoyée de manière appropriée à la problématique. Le Jumping ne se déroulant plus à Villars, il assure qu'un tel cas ne se reproduira plus.

Mme Diane MORATTEL remercie la Municipalité pour sa réponse et pour le règlement du cas sur le site mais elle insiste sur le fait que les acheteurs de ce matériau soient dûment informés de sa composition afin d'éviter toute pollution du sol.

M. le Municipal répond qu'un courrier circonstancié sera adressé aux 3 acheteurs pour les avertir et les informer de cette problématique.

2. Vœu de M. Pierre MEYLAN relatif aux « Effets financiers de l'Arrêt du Tribunal fédéral quant à la gratuité de l'école ».

En préambule à la lecture de son vœu, M. MEYLAN explique que selon un Arrêt du Tribunal fédéral, prononcé en décembre 2017, stipulant que l'école est gratuite pour tous les enfants et ne peut, par conséquent, plus demander une participation financière aux parents pour des camps sportifs, des courses d'écoles, des location de patins ou de vélos, etc. . Seule exception, l'équivalent du coût de la nourriture journalière définie par classe d'âge, soit Fr./jour 15.-- pour un adolescent et Fr./jour 12.-- pour les plus jeunes. Pour un camp d'une semaine, le montant maximum qui peut ainsi être demandé aux parents est donc de Fr. 75.-- ou Fr. 60.-- suivant l'âge de l'enfant. Cette décision représente pour la Direction des écoles d'Ollon un impact financier important, ce qui motive le vœu que M. le Conseiller adresse à la Municipalité et dont le texte intégral est reproduit ci-après :

« Madame la Présidente, Madame, Messieurs les Municipaux, chers Conseillers,

Vous avez probablement entendu parler de l'objet cité en titre qui postule que l'école publique étant gratuite, elle ne peut pas demander une participation financière parentale dans le cadre du cursus scolaire conventionnel, hormis pour les frais de repas. Son application stricte réduira drastiquement la participation financière des parents dans de nombreux domaines, dont les camps scolaires, reportant ainsi la charge sur les Communes.

Mme AMARELLE (Conseillère d'Etat) a d'ores et déjà indiqué que le Canton ne soutiendra pas les Communes pour compenser les augmentations de charges liées à l'Arrêt du Tribunal fédéral.

La date d'entrée en vigueur est officiellement inconnue à ce jour ; les écoles n'ont pas reçu de directive du canton.

Or, il est probable qu'elle soit fixée au 1 janvier 2019, date correspondant aux nouveaux budgets des Communes.

En effet, une application dès la rentrée en août 2018 aurait un effet rétroactif sur les finances des Communes ; or un effet rétroactif présente des risques de recours, d'oppositions.

A ce stade des réflexions partagées, l'Exécutif ne veut pas prendre le tout à sa charge ; cela doublerait pratiquement l'engagement financier communal en corrélation avec le nombre des activités scolaires, soit un supplément d'environ Frs 63'000.-.

La Municipalité a donc formulé la demande de réduire la dépense de 50%, soit environ Frs 32'000.-

Une proposition a été présentée par de la Direction de l'école le 15 juin. Considérant que certaines prestations devaient être maintenues et honorées financièrement par la Commune, le levier principal d'économie devenait les camps scolaires.

De fait, en supprimant 3 camps sur 6 et en diminuant le taux d'encadrement des élèves (nombre de moniteurs par élève), il y aurait là matière à économiser Fr. 33'500.- en 2019. Il est avéré :

1. *Que l'école d'Ollon offre – grâce au soutien financier de la Commune – un nombre et une variété de camps enviés loin à la ronde. L'arrêt du Tribunal fédéral a donc un impact plus fort pour nous que pour d'autres communes.*
2. *Que les écarts sociaux s'élargissent. Les camps scolaires permettent de vivre des expériences inconnues et non pratiquées par un grand nombre de familles, de soutenir et de développer nos objectifs pédagogiques et éducatifs.*
3. *Que cette réduction des dépenses serait importante, mais qu'elle supprimerait 1'100 journées de camps (220 élèves X 5 jours).*

En conséquence, j'adresse à la Municipalité le vœu qu'elle étudie les options qui permettraient de maintenir les camps ou de réduire le nombre de suppressions à partir du 1er janvier 2019.

Les réservations des sites d'hébergement pour janvier et février 2019 étant faites, il nous faut la réponse avant les vacances scolaires en cas d'annulations à procéder.

Dans l'attente de la réponse de la Municipalité, je vous adresse Madame la Présidente, Madame, Messieurs les Municipaux, chers Conseillers, mes meilleures salutations. Signé Pierre MEYLAN ».

M. Pierre MEYLAN ajoute qu'il serait intéressant, à son avis, de faire un recensement des Communes vaudoises qui appliquent cet Arrêt du Tribunal fédéral et dans quelles mesures elles l'appliquent.

Il termine sur cette considération personnelle : *« Les Fr. 33'000.-- que la Commune ne dépenseraient pas pour ces trois camps supprimés et en regard des comptes 2017 qui ont été votés ce soir, représentent le 0.6 ‰ du budget communal »*

M. le Municipal Jean-Luc CHOLLET explique que la Commune alloue actuellement une somme de Fr. 70'000.-- pour les camps scolaires. Suite à l'Arrêt

du Tribunal Fédéral, la Direction des écoles a contacté la Municipalité pour lui demander de prendre en charge tout ce qui était payé jusqu'alors par les parents soit Fr. 60'000.--, ce qui double pratiquement la participation communale pour atteindre Fr. 130'000.--. Après une longue discussion au sein de l'Exécutif, celui-ci a décidé de partager cette plus-value en demandant à la Direction des écoles un effort financier d'env. Fr. 35'000.-- et en augmentant de son côté le budget communal à Fr. 100'000.--. La Municipalité reconnaît l'action financière que l'école a réalisée et indique que, dans le cadre de l'établissement du prochain budget communal, elle est disposée à analyser si un effort supplémentaire peut être réalisé. M. le Municipal indique qu'il avait insisté pour que les prestations sociales des camps ne soient pas touchées. Par ailleurs, tout en regrettant une perte et une limitation de prestations, la Municipalité estimait que la suppression d'un camp sur deux (un par cycle) était une mesure raisonnable, ce que semble-t-il l'école n'était pas loin d'admettre également.

M. MEYLAN prend acte de la réponse mais il rappelle que pour les camps de ski de 2019, les contrats de location sont déjà signés, notamment pour la Maison de Montagne à Bretaye. Il n'est donc pas possible d'attendre le mois de janvier pour les informer que le camp est supprimé sous peine de devoir payer d'importants frais d'annulation. Si la décision de la Municipalité est définitive, il faudrait la confirmer avant les vacances scolaires qui débutent dans quelques jours, même si l'Arrêt fédéral ne mentionne pas la date de son entrée en vigueur.

Mme Annick BONZON ANNER propose que le Conseil s'exprime par un vote d'intention sur la proposition de M. MEYLAN.

Mme la Présidente FAILLETAZ répond qu'un vœu n'appelle pas à une votation. Elle propose cependant une « prise de température ».

M. Quentin RACINE précise que du point de vue juridique, l'entrée en vigueur d'un Arrêt du Tribunal fédéral entre en force dès qu'il est prononcé. Il indique encore que cette décision n'interdit pas à l'école à demander une participation financière aux parents mais que, si elle le fait, elle s'expose à des recours et sera dans ce cas-là sanctionnée en vertu de la Loi.

Mme la Présidente invite les Conseillères et Conseillers à se prononcer par un levé de main. A la majorité évidente, le Législatif manifeste son soutien à la proposition de M. MEYLAN demandant à la Municipalité d'envisager un effort financier supplémentaire pour les camps scolaires. Elle rappelle et souligne qu'il ne s'agit là que d'une « prise de température ».

3. M. Robert SCULATI demande ce qu'il advient de la réalisation des travaux promis par l'Etat de Vaud pour sécuriser la sortie d'autoroute à St-Triphon avec des feux.

   M. le Municipal Philippe PASTOR indique que le Canton a programmé ces travaux dès la fin du mois d'août 2018. Le Grand Conseil a récemment voté le crédit nécessaire.

4. M. Timothée VODOZ relate que dans le courant du mois de juin, un samedi matin, la Police du Chablais a verbalisé plusieurs habitants du vieux village d'Ollon dont les véhicules étaient parqués en dehors des zones marquées. Il se souvient qu'en

2013, une répression similaire s'était déjà produite mais que, face au mécontentement général, des négociations avaient débouché sur un consensus quant à cette problématique du manque de places de stationnement dans le village. M. le Conseiller demande si des changements sont intervenus au niveau de l'EPOC pour appliquer d'autres consignes ? Si tel est le cas, il demande s'il est envisageable de trouver un compromis afin que cela soit équitable pour tout le monde et que les habitants du quartier soient traités de manière impartiale : « soit c'est toléré, soit c'est sanctionné de manière unilatérale » !

M. VODOZ explique encore que les habitants ont une bonne entente entre eux et que le premier qui arrive se parque... A sa connaissance, le camion des pompiers a toujours pu passer dans les rues... Avant de venir au Conseil, il a fait un tour dans le village et il a constaté que toutes les places de parc marquées autour de l'église et de la Grande Salle comme celles du parking sous le kiosque étaient occupées. A cet endroit, il a relevé 11 voitures parquées en dehors des cases, (certainement des Conseillers...) et vers le local du feu, seules 3 places étaient encore libres.

M. le Municipal Jean-Luc CHOLLET répond qu'il a rencontré tout récemment l'Etat Major de la Police du Chablais pour parler de cette situation qui est récurrente et qui ne sera solutionnée que par la construction d'un nouveau parking. Dans l'intervalle, il indique que les villageois pourront continuer à se parquer en dehors des places de stationnement marquées à cet effet mais de manière à ce que cela ne représente pas de danger et n'entrave pas la circulation. Par contre, ceux qui ne respecteraient pas ses règles minimales, en se parquant sur un trottoir ou dans un carrefour, seront verbalisés.

M. le Municipal reconnaît que, dans le cas présent, la Police a manqué de tact. Il indique que dix personnes ont fait opposition à leur contravention et qu'elles seront prochainement reçues pour être entendues sur ce point.

M. VODOZ prend acte de la réponse mais considère que la configuration des lieux doit être prise en compte au moment de verbaliser. Il cite en cela le cas du carrefour situé entre le Bornel Dessus et Dessous et la Rue de l'Industrie où une voiture parquée sur le trottoir contre la grange ne gêne en rien la circulation.

M. le Municipal CHOLLET concède que cet argument est valable. Personnellement il aimerait bien que tout le monde puisse disposer d'une place de parc plus ou moins officielle sans que cela représente un danger. Il est d'avis que « le parcage ancestral » qui est de mise dans les ruelles d'Ollon doit continuer à être toléré.

La parole n'est plus demandée.

Arrivée au terme de son mandat, Mme la Présidente Eliane FAILLETAZ prend congé de l'Assemblée par ce discours :

« Clap de fin sur ma charge de Présidente du Conseil. Tout au long de cette année, j'ai eu le temps de m'habituer, fort bien d'ailleurs, aux nombreux Madame la Présidente, aux salutations déférentes, aux invitations diverses et civilisées, en bref à être la première citoyenne d'Ollon – Villars.

Je me suis surprise à me considérer presque comme le centre, non pas du monde, un méché flamboyant a déjà pris la place, mais celui de la Commune. Rassurez-vous, comme cela ne dure qu'une année, ce n'est ni chronique, ni contagieux…

Alors, pour compenser ce retour à l'anonymat, j'ai cherché à savoir si, par hasard, mon hameau de coeur n'était pas le centre de notre Commune. Suivant l'idée loufoque du comédien Alain Monnet dans un PAJU de 2014, j'ai tout d'abord calculé l'altitude moyenne d'Ollon-Villars : 1251.5 mètres, ce qui nous situe tout près de la Gare de Villars. A moins de fabriquer une échelle de 451 mètres, je ne peux pas prétendre au titre d'habitante médiane de la Commune…

Pas découragée pour autant, j'ai contacté Swisstopo et leur ai demandé quel est le centre géographique d'Ollon-Villars. Ils l'ont fait pour la Suisse, c'est l'Alggi Alp dans le canton d'Obwald, ils l'ont fait pour nous : 46.303790 de latitude et 07.04155 de longitude. On tombe pile poil à Chesières, sur le Chemin des Plans au numéro 18 ou 20. Encore raté pour moi…

Mais la Commune possède, à l'image des poulpes, non pas un seul, mais plusieurs organes vitaux dont voici quelques exemples :

- *Ollon peut être considéré comme le centre administratif avec sa Maison de Commune, son Hôtel de Ville, sa salle du Conseil et son château.*
- *La station de Villars, le cœur touristique, avec son nouvel outil aquatique que sont les magnifiques Bains de Villars.*
- *Huémoz un cœur musical qui bat au rythme de son Harmonie des Chalets.*

* *Arveyes un cœur multiculturel avec son foyer la Clairière.*

* *St Triphon, un cœur verdoyant : on le découvre en descendant de la Dent de Vallerette : la forêt qui l'entoure dessine la forme d'un magnifique cœur végétal, etc.etc.*

Un ami valaisan installé sur ma terrasse m'a dit l'autre jour : « Que c'est beau chez toi. » J'allais me lancer dans un éloge du plus beau balcon de la Commune, lorsqu'il m'interrompt en me lançant : « Non, mais si c'est beau ici, c'est que depuis chez toi, je vois le Valais ! ».

Et il a raison : tout est question de point de vue. Qu'importe que l'on habite d'un côté ou l'autre du Rhône, en bas, en haut, à mi-distance, à mi-chemin ou au centre de quelque chose, si là où on est, on y est bien !

Je vais donc retourner sans regrets m'asseoir, là, en face et transmettre au futur Président une Commune dont on peut scientifiquement définir le centre de gravité, et où chaque habitant, quelle que soit sa fonction, a le droit de trouver sa place et d'être au cœur des préoccupations des Autorités !

Je vous demande encore 30 secondes d'attention afin de remercier pour leur aide l'huissier, les collaborateurs du Greffe municipal, la Municipalité et vous tous ici présents. Durant cette année, une personne-clé m'a accompagnée avec sa patience, sa disponibilité, son écoute, ses conseils judicieux, son humour, une personne-clé qui accompagne les Présidents et Présidentes depuis 22 ans, mon alter égo, l'autre Eliane. Je tiens ici à la remercier chaleureusement. Je vous remercie aussi, vous tous dans la salle qui m'avez soutenue tout au long de cette année.

Et maintenant, place à l'apéro, allons déguster notre excellent vin communal, car comme me l'a dit un jour un autre ami valaisan établi à Ollon, et c'est véridique : Mieux vaut un vin qui Vaud qu'un vin qui Valais ».

Mme la Présidente remet symboliquement à son successeur, M. Roberto VALTERIO, une maquette de la Commune, confectionnée à l'échelle par ses soins, sur laquelle est fixé le centre de la Commune.

La séance est levée à 22h.40.

La Présidente

E. Failletaz

CANTON DE VAUD - CONSEIL COMMUNAL D'OLLON

La Secrétaire

E. Jelovac

Préfecture du district d'Aigle

11 octobre 2018

CONSEIL COMMUNAL
OLLON

CONSEIL COMMUNAL D'OLLON – INTERPELLATION

INT_____
(laisser libre)

Postulat Baumann

TITRE DU POSTULAT
Mise à disposition d'un véhicule Mobility sur la commune d'Ollon

DÉVELOPPEMENT DU POSTULAT

Le car-sharing est un modèle de location de voiture particulièrement adapté à des personnes souhaitant en faire usage pour une période limitée. La société Mobility, bien connue pour son réseau aux abords des gares, est le prestataire principal en Suisse de ce type de location et propose une solution particulièrement adaptée aux communes. La commune qui en fait la demande met à disposition une place de stationnement et paye un forfait annuel. Elle perçoit ensuite 75% des locations à des tiers, mais bénéficie de la gratuité pour ses employés.

Une estimation montre qu'un véhicule de car-sharing permet de remplacer dix véhicules appartenant à des particuliers ou une colectivité. Cette solution semble particulièrement bien répondre aux spécificités du village d'Ollon. Il pourrait ainsi soulager certains quartiers des problèmes récurents de parcage, et être complémentaire à la solution du futur parking qui se dessine aux abords du kiosque. Il s'agit également d'une alternative pour les ménages sans voiture ou ne souhaitant pas investir dans un deuxième véhicule.

Les jeunes peuvent également bénéficier de ce système avantageux durant leur période d'apprentissage ou de leurs études où l'achat d'un véhicule paraît difficile. Lors du Forum jeunesse du mois de mai ils avaient émis le souhait de pouvoir bénéficier de plus de mobilité au sein de leur commune. Mettre ainsi à disposition un véhicule mobility pourraient leur permettre de se déplacer à plusieurs et à moindre frais, par exemple, pour rejoindre une autre station du Magic pass.

La commune serait également encouragée à utiliser ce service pour ses employés, limitant ainsi les remboursements de frais et libérant ses collaborateurs de la nécessité de disposer d'une voiture privée ou communale pour le travail.

Pour terminer, le véhicule est inscrit dans le réseau Mobiliy et serait à la disposition des personnes arrivant en transport public à la gare d'Ollon ainsi que des hôtes résidant dans les différentes structures d'hébergements de la commune.

Le forfait annuel qui s'élève pour un véhicule 5 places à 13'500.-, couvre notamment l'entretien et le nettoyage du véhicule, la gestion des services, l'assurance responsabilité civile, casco et occupants, une assistance 24 heures sur 24 en cas de panne ainsi que la facturation directe aux utilisateurs tiers. D'autres communes ont mené une expérience similaire et après une période de mise en place et d'adaptation, on peut s'attendre à ce que les coûts soient couverts par les frais de location.

CONCLUSION DU POSTULAT

Dès lors, je demande à la municipalité d'étudier et de rapporter sur la pertinance de mettre à disposition un véhicule Mobility sur la communne d'Ollon et d'intégrer cet aspect dans futurs réflexion en lien avec la mobilité et les divers aménagements.

SOUHAIT	SIGNATURE
☐ ☐ souhaite une prise en considération immédiate ☐ ☐ renvoi à une commission pour étude de la recevabilité	

Postulat Kirby – Neil

TITRE DU POSTULAT
Pour une Commune éclairée sans pollution lumineuse inutile

DÉVELOPPEMENT DU POSTULAT
La pollution lumineuse désigne la présence nocturne anormale ou gênante de lumière et les conséquences de l'éclairage artificiel nocturne sur la faune, la flore, les écosystèmes ainsi que les effets suspectés ou avérés sur la santé humaine. Les êtres humains peuvent notamment être dérangés par le rayonnement de l'éclairage public et privé dans leurs intérieurs.
De manière générale, la lumière artificielle est nocive pour de nombreuses espèces d'animaux, en particulier celles qui sont actives pendant la nuit.

- Les insectes sont attirés par la lumière et perdent leur sens de l'orientation. Les lucioles par exemple, ont du mal à trouver leurs partenaires, car la pollution lumineuse rend leur propre lumière difficilement visible.
- A noter également qu'un halo lumineux se forme dans le ciel, notamment par temps de brouillard, et perturbe les oiseaux migrateurs qui dévient leurs trajectoires.

Les sources de lumière artificielle dans l'environnement sont, en particulier, l'éclairage :

- public (p. ex. des rues, chemins, places, arrêts de transports publics),
- des installations de sport et de loisirs
- des bâtiments (p. ex. magasins, écoles, bâtiments administratifs, monuments),
- publicitaire (p. ex. publicités lumineuses, vitrines d'avis officiels, enseignes),
- des sites naturels (p. ex. parcs, arbres).

Des luminaires inefficaces, mal conçus ou archaïques engendrent une consommation inutile et du gaspillage d'énergie tandis qu'un éclairage bien conçu, approprié et efficace permet d'éviter les émissions lumineuses superflues, d'économiser de l'énergie et de réduire les coûts.
Les possibilités d'optimisation suivantes sont recommandées, notamment par l'Office fédéral de l'environnement.

- Nécessité : il n'est pas nécessaire d'éclairer tout le territoire, les routes en dehors des localités, par exemple, ne nécessitent souvent pas d'éclairage.
- Gestion dans le temps : l'éclairage public peut être réduit ou totalement éteint aux heures de faible utilisation (par ex. entre minuit et 06h00). Des systèmes dotés de détecteurs de mouvements allument la lumière uniquement en cas de besoin.
- Intensité et clarté : les normes en vigueur aident à concevoir l'éclairage de manière appropriée. Il convient d'éviter les surdimensionnements.
- Spectre lumineux et couleur de la lumière : le concept d'éclairage de la Commune doit également déterminer la température de couleur à utiliser.
- Choix et positionnement des luminaires : les luminaires doivent respecter les critères techniques (efficacité lumineuse, couleur de la lumière, diffusion de la lumière, pas de diffusion au-dessus de l'horizon, consommation énergétique)
- Orientation de l'éclairage : les luminaires doivent être orientés de manière à éclairer uniquement les surfaces souhaitées. Il convient d'éviter les luminaires à émission vers le haut (p. ex. les spots au sol) et ils doivent être positionnés de sorte que la lumière tombe uniformément sur la rue, sans éclairer les jardins privés et les façades.

www.bafu.admin.ch/bafu/fr/home/themes/paysage/publications-etudes/publications/recommandations-pour-la-prevention-desemissions-lumineuses.html

CONSEIL COMMUNAL
OLLON

CONSEIL COMMUNAL D'OLLON – POSTULAT

INT_____
(laisser libre)

CONCLUSION DU POSTULAT

Au vu de ce qui précède, je demande donc à la Municipalité d'étudier et de rapporter sur l'opportunité de faire un état des lieux, de toutes mesures utiles qui permettraient de limiter la pollution lumineuse dans la Commune et de présenter au Conseil un rapport sur ses réflexions et actions envisagées à court et moyen terme sous forme d'un "plan lumières".

Ces réflexions et actions devront veiller à:

- assurer la sécurité publique et de la mobilité communale,
- valoriser le cadre et l'image de la Commune,
- minimiser la pollution lumineuse et favoriser l'efficacité énergétique,
- assurer la coordination avec l'éclairage privé et favoriser l'information de la population.

SOUHAIT	SIGNATURE
☐ ☐ souhaite une prise en considération immédiate ☐ ☐ renvoi à une commission pour étude de la recevabilité	

COMMUNE D'OLLON

LA MUNICIPALITÉ

GREFFE MUNICIPAL

Ollon, le 12 avril 2018 / PA

Office fédéral de l'énergie
Section Droit du nucléaire
a/s de M. Mathias JAGGI
Spécialiste Droit du nucléaire
3003 Berne

172 – Procédure de consultation concernant les révisions partielles des ordonnances sur :

- **l'énergie nucléaire**
- **la responsabilité civile en matière nucléaire**
- **la mise hors service d'une centrale nucléaire**
- **les hypothèses de risque**

Monsieur,

Eu égard à l'objet cité en titre, la Municipalité d'Ollon a été saisie le 23 mars dernier par le Conseil communal d'une interpellation intitulée « Pour que la volonté des Boyard(e)s soit entendue en matière de sortie du nucléaire ».

En effet, le peuple suisse s'est exprimé très clairement, le 21 mai 2017, en faveur d'une sortie progressive du nucléaire en approuvant à plus de 58 % des voix la stratégie énergétique 2050. Dans notre Commune, les avis favorables se sont élevés à 73,56 %.

Or, à la lecture des révisions citées en titre, celles-ci prévoient, entre autres, une baisse des exigences sécuritaires pour les centrales, entraînant de ce fait une prolongation de leur durée d'exploitation ainsi qu'une augmentation de la dose de radiations admissible pour les accidents fréquents et rares, exposant ainsi la population à des risques radiologiques insensés.

Ce qui interpelle le pouvoir législatif est le fait que ces réformes interviennent par ailleurs au moment où le réacteur 1 de la centrale de Beznau vient d'être remis en activité après trois années d'arrêt. Il estime que cette décision est irresponsable tout en faisant courir un danger inutile à l'environnement et à la population de notre pays, ce d'autant plus que les infrastructures précitées font partie des plus vieilles au monde.

./.

Compte tenu de ce qui précède et vu la complexité du sujet, la Municipalité ne peut prendre position quant aux consultations lancées qu'en émettant des doutes que cette action corresponde à la votation relative à la stratégie énergétique 2050. Il est dès lors expressément sollicité que la vox populi sortie des urnes le 21 mai 2017 soit strictement respectée.

En vous remerciant de l'attention portée à ces lignes, nous vous adressons, Monsieur, nos salutations distinguées.

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le Syndic : Le Secrétaire :

P. Turrian Ph. Amevet

Copie : Mme Eliane FAILLETTAZ, Présidente du Conseil communal 2017-2018

COMMUNE D'OLLON

Ollon, le 14 juin 2018 / NCT / PA

LA MUNICIPALITE

COMMUNICATION MUNICIPALE

Chantier des Bains de Villars, … suite et fin !

Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs les Conseillères et Conseillers communaux,

Conformément aux remarques formulées par la Commission de gestion et certains membres du Législatif, le Conseil d'administration du Centre des Sports de Villars (ci-après : CDS) a entamé des négociations sur le solde des factures dues au bureau d'ingénieur Jean-Daniel BERSET, en charge du suivi des travaux.

Pour rappel, il reste à ce jour un montant de quelque Fr. 80'000.--à payer. En janvier, une rencontre avec le susnommé pour discuter de ces montants a débouché sur une proposition de mandater un expert externe afin qu'il rapporte sur lesdits honoraires. Ce document conclut que la somme totale des honoraires d'architecte et d'ingénieurs dans le cadre ce chantier énorme correspond parfaitement au mandat qu'il lui a été octroyé.

Lorsque le CDS, l'entreprise STEINER et le Bureau BERSET se sont retrouvés avec du retard dans la livraison des plans, un architecte externe avait été engagé à hauteur de Fr. 60'000.--. Le bureau précité ayant à l'époque refusé de prendre en charge le tiers de ce montant, ce sont le CDS et l'entreprise STEINER qui s'étaient alors partagé cette dépense. Dans sa seconde conclusion, l'expert sollicite donc à ce que le Bureau BERSET paie sa part, soit env. Fr. 20'000.--.

Lors d'une récente séance et à la lumière de ces conclusions, M. BERSET a accepté de tirer un trait sur l'une des trois dernières notes d'un montant de Fr. 22'700.--. Le Conseil d'administration du CDS et la Municipalité ont alors accepté cette proposition, mettant ainsi un terme à ce dossier.

Veuillez agréer Madame la Présidente, Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers communaux, nos salutations respectueuses.

LA MUNICIPALITE

COMMUNE D'OLLON

Ollon, le 13 juin 2018 / PhP / ij

LA MUNICIPALITE

COMMUNICATION MUNICIPALE

TRAVAUX 2018, ETAT D'AVANCEMENT

Madame la Présidente,
Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers communaux,

Quelques informations quant au déroulement des travaux en cours sur le territoire communal cette année :

- **Préavis 2016/05 Villy - Assainissement de réseaux souterrains et réfection de chaussées**
  Tous les travaux seront terminés pour les vacances d'été. Seule la dernière couche de revêtement bitumineux devra encore être posée à la route du Village en 2019. Par ailleurs, EPOC a reçu le mandant de faire homologuer la zone 30 par des mesures de vitesse « V85 ».

- **Intempéries 2018 (futur préavis)**
  Le préavis pour tous les travaux dus aux intempéries vous sera présenté au Conseil communal d'octobre.

  Glissement de la Glaive
  L'évacuation des terres et des blocs est terminée, la reconstruction du mur aval également. Le solde de la sécurisation, soit la mise en place d'un filet de retenue, d'une digue dans la forêt et la constitution d'un redan de protection doivent faire l'objet d'une mise à l'enquête.

- **Les Combes**
  Remplacement de la conduite d'eau potable et de défense incendie, renouvellement de l'éclairage public, pose de services.
  Les travaux sont terminés. Une dernière couche de revêtement bitumineux sera posée en 2019.

- **Préavis 2017/07 Chesières - RC 719 B-P en traversée de localité. Secteur ch. de Curnaux - Garage Moderne, réfection et élargissement de chaussée, création d'un trottoir**
  Le retour des soumissions est prévu pour le 6 juillet. La récolte des signatures des voisins pour les plans d'enquête est en cours. Début des travaux prévu en septembre avec la reconstruction du mur aval. Les travaux de réfection de chaussée et la création du trottoir débuteront après les vacances de Pâques 2019.

- **Préavis 2016/13 Antagnes - Remplacement d'une conduite d'eau potable et défense incendie entre Antagnes et Auliens**
  Le tronçon Plumasses – Forchex est terminé ainsi que la traversée de la route cantonale. Le tronçon Forchex – Auliens est en cours. La fin des travaux est prévue pour septembre. Ils se poursuivront par le remplacement de la conduite d'eau à l'intérieur du quartier des Plumasses.

- **Chesières, chemin du Recard**
  Les travaux seront terminés pour les vacances d'été. Une dernière couche de revêtement bitumineux sera posée en 2019.

- **Préavis 2016/06 VILLARS - Assainissement de réseaux souterrains et réfection de chaussées**
  Le tronçon de la route des Layeux est terminé hormis la pose de la dernière couche de revêtement bitumineux qui sera posée avant les vacances d'été.
  Le tronçon du départ de la route du Col de la Croix en direction de Rochegrise est en cours. Il est prévu d'être terminé en novembre. Une dernière couche de revêtement bitumineux sera posée en 2019.

- **Préavis 2018/02 BRETAYE-VILLARS (La Cousse) - Remplacement du collecteur d'eaux usées et réfection de la chaussée**
  Les travaux du collecteur, du gaz et des services sont en cours. Il est prévu qu'ils soient terminés avant l'hiver. La réfection routière et le solde des travaux sur la partie après le Col de Bretaye en direction d'En Morgex et en Crettaz seront réalisés en 2019.

- **Préavis 2017/09 VILLARS – sentiers de liaisons piétonnes verticales**
  Minerve – Piscine : travaux différés, à revoir en fonction de la demande et des aménagements extérieurs de la piscine.

  Place du Rendez-Vous – Pont de Chesières : le permis de construire a été délivré. Les travaux seront réalisés cet été.

  Gare de Villars – Collège d'En Haut : la partie verticale en enrobé est terminée. La partie gravelée horizontale sera réalisée début juillet.

Veuillez agréer, Madame la Présidente, Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers communaux, nos salutations distinguées.

LA MUNICIPALITE

COMMUNE D'OLLON

Ollon, le 21 juin 2018 / PA

LA MUNICIPALITE

COMMUNICATION MUNICIPALE

Fermeture de l'Office postal d'Ollon - épilogue

Madame la Présidente,
Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers communaux,

Lors de la séance de décembre 2015 du Conseil communal d'Ollon, la Municipalité vous informait de l'annonce de la fermeture de l'Office de poste d'Ollon.

Après une levée de boucliers de la part des commerçants, une pétition s'est vue paraphée par 3500 personnes. M. Jean-Luc MONACHON marquait ensuite son intérêt de recevoir l'agence postale en les murs de sa pharmacie-droguerie puis, après avoir essuyé quelques critiques, retirait subitement son offre. Le 9 juin 2016, le géant jaune confirmait sa volonté de fermer le bureau postal d'Ollon et c'est alors qu'un recours a été déposé par la Municipalité le 30 juin 2016 auprès de POSTCOM, seul organe compétent en la matière pour juger de cette décision.

Par pli daté du 8 décembre 2016, POSTCOM indiquait ne pas approuver l'introduction d'un service à domicile à Ollon. Elle recommandait alors à la Poste de ne pas fermer l'Office d'Ollon avant que ce dernier ne puisse être remplacé par une agence postale dans la Commune. Elle demandait alors instamment à la Poste, à l'Autorité communale et aux commerces locaux de chercher ensemble les moyens de mettre en place une agence dans l'intérêt de la population concernée.

POSTCOM notifiait également que, si dans les deux ans qui suivaient la notification de cette recommandation, la Poste ne parvenait pas à réaliser une solution d'agence en dépit de la recherche intensive et attestée d'un partenaire, elle pouvait alors examiner une nouvelle fois le remplacement de l'Office de poste par un service à domicile. Dans ce cas, l'instance de surveillance recommandait à l'ex-régie fédérale de stipuler à l'Autorité communale d'Ollon une nouvelle décision au terme d'une procédure de dialogue abrégée.

Le 6 mars 2017, des représentants de La Poste s'entretenaient avec le Syndic et le Secrétaire municipal pour mettre en place une stratégie visant à chercher un commerce local susceptible de recevoir une agence postale ce qui fut fait dans le courant de l'été dernier. Ils indiquaient à cette occasion être en possession de deux offres de commerce de détail alimentaire (chaîne allemande VOLG + un indépendant valaisan) souhaitant s'installer dans les locaux de la poste et gérer 1 agence postale. Sur ce, la Municipalité a souhaité privilégier les commerçants locaux et leur a remis les coordonnées de ceux-ci.

Le 20 janvier de cette année, nouvelle séance avec les mêmes délégués lors de laquelle ces derniers annonçaient que sur la vingtaine de commerçants contactés, seuls deux étaient intéressés. L'un, un artisan local, projetait le rachat du bâtiment actuellement propriété pour ½ par la Poste et les TPC S.A, et le second qui n'était autre que M. MONACHON qui, cette fois-ci, annonçait formellement vouloir gérer une filiale en partenariat, ce principalement pour rendre service à la population. En effet, mieux vaut une agence postale assortie d'un service à domicile pour l'ensemble des villages rattachés à la circonscription d'Ollon plutôt que point d'agence !

./..

Toutefois, avant cette installation formelle, le susnommé indiquait vouloir effectuer des travaux de réaménagement de son commerce et, au cours de sa séance du 18 courant, la Municipalité a pris acte qu'un accord entre les parties avait été trouvé et que l'ouverture de la filiale susmentionnée était fixée au vendredi 9 novembre 2018.

Cette communication n'a d'autre but que d'informer votre Conseil sur le fait que la Municipalité, bien que, comme nombre d'entre-vous, regrette la suppression d'un service universel à la population, estime cette solution non pas la meilleure mais surtout la moins mauvaise !

Sachez encore que dans les semaines à venir un tout-ménage sera distribué par la Poste pour informer la population de ce qui précède. Reste toutefois à définir le devenir des cases postales mais, à l'heure de rédiger cette communication, aucune information sur ce sujet n'est connue de l'Exécutif.

Veuillez agréer, Madame la Présidente, Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers communaux, nos salutations distinguées.

LA MUNICIPALITE

Vœu de la Conseillère communale Morattel : STOP à la pollution plastique insidieuse

Madame la Présidente du Conseil communal,
Madame la Conseillère municipale, Messieurs les Conseillers municipaux,
Mesdames les Conseillères communales, Messieurs les Conseillers communaux,

Merci de me laisser la parole que je prends dans le but d'informer notre Municipalité ainsi que les Conseillères communales et Conseillers communaux ici présents d'une découverte que j'ai faite ce printemps sur la véritable nature de ce que l'on a communément appelé « le sable du jumping ».

Je dois vous dire et préciser que j'ai fait cette découverte dans le cadre de mon activité professionnelle et qu'à ce titre, le cas est réglé, grâce à la réactivité exemplaire de notre Municipal des forêts qui, une fois pris connaissance de la nature de ce sable, en a fait immédiatement évacué le solde et l'a fait mettre en décharge au Lessus, décharge équipée d'une décharge contrôlée pour matériaux inertes non recyclable.

Le cas étant clos, je le répète, du point de vue professionnel, c'est bien en tant que Citoyenne boyarde et Conseillère communale que j'adresse ce vœu de vigilance absolue à la Municipalité envers tout ce qui peut contribuer à la pollution de notre environnement par des plastiques de tout genre.

Pour vous expliquer les tenants et aboutissants de ce vœu, je dois vous dire que, ayant pris une poignée de ce sable en mains fin avril de cette année, qu'elle ne fut pas ma surprise et mon émotion de constater qu'il ne s'agissait pas que de sable mais que nombres de filaments de plastiques y étaient mêlés (pour ceux que ça intéresse d'en faire l'expérience, vous en trouvez des échantillons sur les chaises dédiées au public au fond de cette salle).

Ce sable est donc un sable fibré de fibres en polypropylène, soit une sorte de plastique. Il est couramment utilisé dans le monde équestre pour le confort des chevaux. Il s'apparente à un matériau de construction qui doit rester confiné en intérieur et n'être utilisé et stocké que dans des halles à moins que, pour l'extérieur, ce sable soit déposé sur une surface imperméable ne lui permettant pas de s'infiltrer dans le sol, que ses particules plastiques ne puissent s'envoler et contaminer sol, air et eau et que les canalisations d'eau claire comprennent un dispositif retenant les fibres plastiques.

Pour celles et ceux qui n'en seraient pas encore conscients, je rappelle que sous chaque grille de trottoir, de bord de route, de place goudronnée, etc. se cache une rivière puisque les eaux claires y sont à juste titre déversées, étant fort heureusement séparées des eaux usées. Donc tout ce qui arrive sous ces grilles part au ruisseau, à la rivière, au lac, au fleuve et in fine, à la mer.

Pour que nous ayons tous le même niveau de sensibilisation et pour celles et ceux qui ne liraient pas ce genre d'article, je me permets de vous lire un extrait de la Une du Matin Dimanche du 29 avril 2018 :

…il y aurait 53 tonnes de déchets synthétiques dans les sols alluviaux des réserves naturelles de Suisse …. …le lac Léman est lui aussi touché par cette vague de pollution plastique. … Les études qui s'accumulent nous apprennent que la pollution synthétique, que l'on croyait confinée dans ces lointains « continents de plastique » apparus dans les océans, au large, s'insinue également dans notre proximité immédiate. Jusque dans nos cuisines où l'on trouve désormais de microtraces de plastique dans les poissons pêchés, mais encore dans la bière, le miel, le sel de mer et surtout dans l'eau douce.

Au vu de ce qui précède, je demande instamment à la Municipalité de :

1. Contacter les personnes qui ont acheté ce sable pour les informer de sa nature et de la façon dont il doit être utilisé et éliminé, cas échéant, les soutenir dans les démarches à entreprendre.
2. Faire preuve à l'avenir de toute la vigilance requise et prendre toutes les mesures nécessaires pour ne plus jamais contribuer à la pollution insidieuse de notre environnement par des plastiques en tout genre

Merci de votre attention et de l'attention future que notre Municipalité portera à cette thématique.

Dans l'attente d'un retour de la Municipalité de ce qui a pu être entrepris auprès des acheteurs et à l'interne pour maîtriser ce fléau, je vous souhaite une bonne suite de soirée.

Au de Coutel

Panex, le 21 juin 2018

Diane Morattel
Dépositaire du vœu adressé à la Municipalité

Pierre Meylan
En Grallard 24
1867 Ollon

Mme Eliane Failletaz
Présidente du Conseil Communal
1867 Ollon

Ollon, le 21 juin 2018

Vœu relatif aux « Effets financiers de l'arrêt du Tribunal fédéral quant à la gratuité de l'école »

Madame la Présidente, Madame, Messieurs les Municipaux, chers Conseillers,

Vous avez probablement entendu parler de l'objet cité en titre qui postule que l'école publique étant gratuite, elle ne peut pas demander une participation financière parentale dans le cadre du cursus scolaire conventionnel, hormis pour les frais de repas. Son application stricte réduira drastiquement la participation financière des parents dans de nombreux domaines, dont les camps scolaires, reportant ainsi la charge sur les Communes.

Mme Amarelle (conseillère d'Etat) a d'ores et déjà indiqué que le canton ne soutiendra pas les Communes pour compenser les augmentations de charges liées à l'arrêt du Tribunal fédéral.

La date d'entrée en vigueur est officiellement inconnue à ce jour ; les écoles n'ont pas reçu de directive du canton.

Or, il est probable qu'elle soit fixée au 1 janvier 2019, date correspondant aux nouveaux budgets des Communes.

En effet, une application dès la rentrée en août 2018 aurait un effet rétroactif sur les finances des Communes ; or un effet rétroactif présente des risques de recours, d'oppositions.

A ce stade des réflexions partagées, l'Exécutif ne veut pas prendre le tout à sa charge ; cela doublerait pratiquement l'engagement financier communal en corrélation avec le nombre des activités scolaires, soit un supplément d'environ Frs 63'000.-.

La Municipalité a donc formulé la demande de réduire la dépense de 50%, soit environ Frs 32'000.-

Une proposition a été présentée par de la Direction de l'école le 15 juin. Considérant que certaines prestations devaient être maintenues et honorées financièrement par la Commune, le levier principal d'économie devenait les camps scolaires.

De fait, en supprimant 3 camps sur 6 et en diminuant le taux d'encadrement des élèves (nombre de moniteurs par élève), il y aurait là matière à économiser Frs 33'500.- en 2019.

Il est avéré :

1. Que l'école d'Ollon offre – grâce au soutien financier de la Commune – un nombre et une variété de camps enviés loin à la ronde. L'arrêt du Tribunal fédéral a donc un impact plus fort pour nous que pour d'autres communes.
2. Que les écarts sociaux s'élargissent. Les camps scolaires permettent de vivre des expériences inconnues et non pratiquées par un grand nombre de familles, de soutenir et de développer nos objectifs pédagogiques et éducatifs.
3. Que cette réduction des dépenses serait importante, mais qu'elle supprimerait 1'100 journées de camps (220 élèves X 5 jours).

En conséquence, j'adresse à la Municipalité le vœu qu'elle étudie les options qui permettraient de maintenir les camps ou de réduire le nombre de suppressions à partir du 1er janvier 2019.

Les réservations des sites d'hébergement pour janvier et février 2019 étant faites, il nous faut la réponse avant les vacances scolaires en cas d'annulations à procéder.

Dans l'attente de la réponse de la Municipalité , je vous adresse Madame la Présidente, Madame, Messieurs les Municipaux, chers Conseillers, mes meilleures salutations.



canton de vaud
LIBERTÉ ET PATRIE

Etablissement primaire et secondaire d'Ollon

Collège de Perrosalle
Ch. du Collège 14
1867 Ollon

Jean-Luc Chollet
Municipal des écoles
1867 Ollon

Réf. : PMN

Ollon, le 19 juin 2018

Concerne : Effets financiers de l'arrêt du Tribunal fédéral

Monsieur le Municipal, cher Jean-Luc,

Suite à la séance de ce matin, j'ai ajusté les chiffres en regard des effectifs à partir du 1er janvier 2019 (voire tableau ci-après).

Thème	Elèves	Particip Com.	Choix	Total	Economie si suppression et/ou réduction
1. Camp de ski alpin 5P 2019	82	200.-	Supprimer le camp		**16'400.-**
Camp de 7e 2019	79	50.-	Supprimer le camp		**3'950.-**
Camp de ski de fond 9e 2019	61	150.-	Supprimer le camp		**9'150.-**
Camps ; moniteurs	10	400.-	Réduire le taux d'encadrement = 10 moniteurs en moins sur l'ensemble des camps = Frs 400.- d'économie moyenne par moniteur après déduction des subsides, J+S et non J+S confondus.	4'000.-	**4'000.-**
2. Courses d'école	800	18.50	Ne pas restreindre les courses en restant dans la région.	14'800.-	**0.-**
3. Sorties culturelles	800		Ne rien changer		**0.-**
4. Spectacles			La DGEO confirme que nous pouvons demander une participation des parents.		**8'000.-**
5. Voyages de fin d'études	60	86.-	Avec une participation parentale de Frs 64.- (4 jours X Frs 16.- pour les repas), le complément par rapport à Frs 150.- serait de Frs 86.- pour la commune. Les actions de financement et des projets moins ambitieux permettront de limiter cette somme que nous évaluons à Frs 3000.-	5'160.-	**3000.-**
6. Location de skis			L'offre forfaitaire de l'école vise à soulager les familles. Soit elles équipent leurs enfants dans le commerce privé, soit elles profitent du tarif scolaire préférentiel pris en charge par la Commune.	5'000.-	**0.-**

Tél +41 24 557 22 11 – Fax +41 24 557 22 10 E-mail – eps.ollon@dfj.vd.ch

7. Location de patins	600	2.-	Les familles s'acquittent de la location qui représente au maximum Frs 6.- pour une année.	1'200.-	**0.-**
			Economie maximale		**40'500.-**
			Economie proposée : 50% du dépassement		**32'000.-**

De fait, l'augmentation initiale de Frs 63072.- passerait à Frs 22'572,- grâce en majeure partie à la suppression de 3 camps.

Après analyse en Conseil de Direction et suite aux propositions des maîtres d'éducation physique, nous demandons à la Municipalité:

- De nous accorder la liberté de faire des choix à l'interne (réorganisation des camps, leur alternance, choix et directives pour les courses d'école, etc.).
- D'accepter que nous mettions dans le calcul les dépenses dans d'autres domaines du budget Sport pour 2019 l'achats de matériel, les frais de déplacements, les journée de formation des accompagnants à ski, etc., ce qui permettrait de conserver d'autres prestations.

En résumé, le budget 2019 consisterait à prendre la situation passée et actuelle en compte et de réduire les dépenses totales prévues de Frs 32'000.-

Comparaison n'est pas raison, mais je t'informe que plusieurs communes en Romandie ont décidé d'assumer la majoration des dépenses afin de maintenir les prestations estimées sociales, pédagogiques et/ou touchant à la prévention.

Dans l'attente d'une prochaine discussion et dans l'attente de la position de la Municipalité, je t'adresse, Monsieur le Municipal, cher Jean-Luc, mes cordiales salutations.

Pierre Meylan
Doyen

Copie

- Mme Edith Baselgia, directrice